

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 8 décembre 2021
(Convocation du 1^{er} décembre 2021)

Aujourd'hui, le huit décembre deux mille vingt et un à 16h, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, en vertu du chapitre II du règlement intérieur et selon la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Étaient présents en visioconférence :

Mesdames et Messieurs Dominique Degos, Céline Salles, Paul Carrère, Charles Pelanne, Bernard Pouban, Bernard Verdier

Étaient excusés :

Messieurs Thierry Carrère, Gérard Castet

Secrétaire de séance :

Madame Céline Salles

OBJET : Conventions / Biodiversité - Conventions avec deux organisations représentatives de la pêche professionnelle fluvio-estuarienne du bassin de l'Adour, pour la mise en œuvre de la relève négociée des filets pendant la saison de pêche du saumon en 2020

Exposé des motifs :

Le comité de gestion des poissons migrateurs (Cogepomi) du bassin de l'Adour et cours d'eau côtiers avait adopté, pour le plan de gestion des poissons migrateurs (Plagepomi) couvrant la période 2015-2019 et prorogé jusqu'à fin 2021, la poursuite du programme de reconstitution du stock de saumon atlantique engagé depuis 1999. Ce programme, qui s'appuie sur les mesures du Plagepomi, inclut une relève négociée des filets sur le secteur de pêche du saumon au filet sur l'Adour et sur les Gaves réunis ; cette relève est répartie en jours supplémentaires par rapport aux relèves périodiques déjà prévue par la réglementation nationale.

Depuis la première année de mise en place des relèves, les pêcheurs professionnels avaient souhaité qu'un accompagnement financier soit apporté à ceux d'entre eux touchés par cette réduction de la pêche. Depuis 2006, l'esprit de cet accompagnement est de couvrir l'équivalent des charges sociales pour les jours de relève ; le Cogepomi Adour-côtiers a reconnu la légitimité de cette approche.

C'est l'Institution Adour qui assure la maîtrise d'ouvrage de cet accompagnement, qui fait partie de l'opération qu'elle mène sur la restauration et la gestion des poissons migrateurs. Ces dernières années, l'accompagnement financier représente un montant annuel de 10.000 € au total, pour une trentaine de pêcheurs professionnels concernés.

Jusqu'en 2018 inclus, l'accompagnement financier était versé individuellement aux pêcheurs touchés par la relève, après un examen de critères d'éligibilité (détention de droits de pêche au filet sur l'axe à saumon, exercice effectif de la pêche) et une analyse de leur activité de pêche sur la base de leurs déclarations statistiques obligatoires.

Les pêcheurs concernés par la relève des filets relèvent de deux organisations professionnelles, toutes deux représentées au sein du Cogepomi Adour-côtiers :

- l'organisation professionnelle des pêches maritimes et des élevages marins (code rural et de la pêche maritime, art. L.912-1 à L.912-5 et art. R.912-1 à R.912-100), dont sa déclinaison locale, le comité interdépartemental Pyrénées-Atlantiques - Landes ;
- l'association interdépartementale agréée de pêcheurs professionnels en eau douce (code de l'environnement, art. L.434-6 à L.434-7 et art. R.434-38 à R.434-47) de l'Adour et des versants côtiers.

Des discussions ont eu lieu avec ces deux organisations qui ont amené à préférer que l'accompagnement financier soit versé annuellement à ces organisations professionnelles, sur la

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



période 2019-2023, dans le cadre de conventions annuelles entre l'Institution Adour et chacune des deux organisations respectivement, pour un montant total annuel maintenu à 10 000 €.

Vu la délibération n°02-2021 du 28 janvier 2021 du comité syndical approuvant les propositions présentées pour le projet de programme d'actions 2021, ainsi que le contenu des fiches descriptives des opérations annexées (annexe n°7), le coût et le plan de financement prévisionnel. Considérant que, pour la relève effectuée pendant la saison de pêche 2020, ce montant annuel est inclus dans le budget de l'opération « Restauration et gestion des poissons migrateurs », au titre du programme 2021 de l'Institution Adour (fiche programme n°12),

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes des projets, portés en annexe, des conventions respectives avec le comité interdépartemental des pêches maritimes et des élevages marins Pyrénées-Atlantiques - Landes et avec l'association interdépartementale agréée de pêcheurs professionnels en eau douce de l'Adour et des versants côtiers, au titre de la relève des filets pendant la saison de pêche 2020, sur le programme 2021 de l'Institution Adour, et pour un montant de 5 000 € chacune,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 8 décembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021

ID : 040-254002264-20211208-B32_2021-DE



CONVENTION

**Mesures d'accompagnement des marins pêcheurs estuariens
pour la relève exceptionnelle des filets professionnels
sur l'axe à saumon du bassin de l'Adour en 2020**

Entre d'une part,

L'établissement public du bassin de l'Adour, Institution Adour, ci-après désigné « l'EPTB », sis 38 rue Victor Hugo à Mont-de-Marsan (40), représenté par son président, Monsieur Paul CARRÈRE, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du comité syndical en date du 8 décembre 2021,

Et d'autre part,

Le Comité interdépartemental des pêches maritimes et des élevages marins Pyrénées-Atlantiques Landes, ci-après désigné « le CIDPMEM 64-40 », ayant son siège social au 12, quai Pascal-Elissalt, 64500 CIBOURE, représenté par son président, Monsieur Serge LARZABAL, dûment habilité à l'effet des présentes,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir et attribuer le montant des mesures d'accompagnement dont bénéficie le CIDPMEM 64-40 au titre de la relève exceptionnelle des filets des marins pêcheurs de l'estuaire de l'Adour en 2010.

Article 2. Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature et s'achèvera au 30 juin 2022.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Contexte et motivations

Le plan de gestion des poissons migrateurs (Plagepomi) du bassin de l'Adour et cours d'eau côtiers pour la période 2015-2019 a été élaboré par le comité de gestion des poissons migrateurs (Cogepomi) Adour-côtiers, et approuvé par arrêté du préfet de la région Aquitaine en date du 31 août 2015 ; il a, par la suite, été prorogé sur 2020 et 2021. Il comporte entre autres, dans le cadre de la reconstitution du stock de saumon de l'Adour, des mesures de restriction de la pêche professionnelle par des relèves supplémentaires des filets sur « l'axe à saumon » de ce bassin. Ces relèves ont été appliquées pendant la saison de pêche 2020, sur la base d'arrêtés réglementant respectivement la pêche maritime et la pêche en eau douce.

Par ailleurs, le Cogepomi Adour-côtiers avait adopté le principe de mesures financières d'accompagnement de cette relève.

Interventions des parties

L'EPTB est maître d'ouvrage d'une opération de restauration et gestion des poissons migrateurs du bassin de l'Adour, dont un des volets est la mise en œuvre de ces relèves supplémentaires et leur accompagnement financier.



Le CIDPMEM 64-40 œuvre à la préservation et à la gestion des milieux aquatiques, des ressources piscicoles et de leur exploitation par la pêche, dans une perspective de gestion durable [voir « Annexe 1. Présentation du comité interdépartemental des pêches maritimes et des élevages marins Pyrénées-Atlantiques Landes » pour plus de détails]. Le 11 janvier 2018, lors d'une réunion des marins pêcheurs estuariens disposant de droits de pêche au filet dans l'estuaire de l'Adour, convoquée par le CIDPMEM 64-40 et tenue à Ciboure (64) avec la participation d'un représentant de l'EPTB, il a été décidé que, sur une période de 5 années :

- l'accompagnement financier de ces relèves supplémentaires des marins pêcheurs estuariens touchés par ces relèves serait désormais versé par l'EPTB au CIDPMEM 64-40, et non plus individuellement aux marins pêcheurs eux-mêmes, comme c'était le cas pour les années précédentes ;
- ce montant serait utilisé par le CIDPMEM 64-40 pour la contribution au financement d'opérations favorisant la restauration des poissons migrateurs du bassin de l'Adour, par exemple en restaurant l'accessibilité de leurs habitats continentaux.

Exécution et suivi des relèves

Le contrôle de l'exécution effective et individuelle de la relève des filets n'est pas du ressort de l'EPTB ni de celui du CIDPMEM 64-40, mais des services respectivement chargés de la police de la pêche maritime et de la police de la pêche en eau douce.

Analyse de l'éligibilité à l'accompagnement financier

L'éligibilité de chaque marin pêcheur estuarien aux mesures d'accompagnement de la relève de la saison 2020 et son activité individuelle, sont établies à partir de l'analyse, par l'EPTB, des informations consignées dans ses déclarations statistiques, dont il a explicitement accordé l'autorisation de consultation à l'EPTB, par le biais d'un formulaire spécifique (voir « Annexe 3. Méthode d'analyse pour l'accompagnement financier des relèves supplémentaires », pour plus amples détails).

Conditions de paiement

Le montant prévu à l'Article 4 « Engagement financier des parties » sera réglé en un seul versement, par mandat administratif, à la signature de la présente convention par les deux parties.

Article 4. Engagement financier des parties

Sur la base de l'analyse mentionnée au paragraphe « Analyse de l'éligibilité à l'accompagnement financier » ci-dessus, le montant de la présente convention est fixé à cinq mille euros (5.000 €).

Article 5. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties.

Article 6. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :





- l'EPTB, dans le cas où le CIDPMEM 64-40 n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'article 4, avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- le CIDPMEM 64-40, si ce dernier ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'il en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Pour l'Institution Adour,

Pour le Comité interdépartemental des pêches
maritimes et des élevages marins Pyrénées-
Atlantiques Landes,

Le président,
Paul CARRERE

Le président,
Serge LARZABAL



Annexe 1. Présentation du comité interdépartemental des pêches maritimes et des élevages marins Pyrénées-Atlantiques Landes

Informations générales sur les comités départementaux des pêches maritimes et des élevages marins

L'organisation professionnelle des pêches maritimes et des élevages marins est régie par le Code rural et de la pêche maritime, dans ses articles L912-1 à L-912-17, et R-912-1 à R912-151. L'organisation s'articule, entre autres, autour de 3 niveaux géographiques : un comité national (organisme de droit privé chargé de missions de service public), des comités régionaux et des comités départementaux ou interdépartementaux, dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière (art. L912-1). Les prérogatives du comité national (art. L912-2) et des comités régionaux, départementaux ou interdépartementaux (art. L912-3) sont fixées dans le respect des règles de l'Union européenne, des accords internationaux auxquels la France est partie et des lois et règlements nationaux. Elles touchent, entre autres, à la représentation et la promotion des intérêts généraux des professionnels exerçant une activité de pêche maritime ou d'élevage marin ; la participation à l'élaboration des réglementations en matière de gestion des ressources halieutiques et de récolte des végétaux marins ainsi qu'à la protection, la conservation et la gestion des milieux et écosystèmes contribuant au bon état des ressources halieutiques ; la participation à la réalisation d'actions économiques et sociales en faveur des membres des professions concernées ; la participation à la mise en œuvre des politiques publiques de protection et de mise en valeur de l'environnement, afin notamment de favoriser une gestion durable de la pêche maritime et des élevages marins.

Comité interdépartemental des pêches maritimes et des élevages marins Pyrénées-Atlantiques Landes

Le comité interdépartemental des pêches maritimes et des élevages marins Pyrénées-Atlantiques Landes (CIDPMEM 64-40) est l'organisation professionnelle des marins pêcheurs des Pyrénées-Atlantiques et des Landes. Son existence, son fonctionnement, et ses prérogatives sont régis par le Code rural et de la pêche maritime, en particulier dans ses articles L912-3 et R-912-36 à R912-48. Il est administré par un conseil composé de représentants des équipages et salariés des entreprises de pêche maritime et d'élevage marin, des chefs de ces entreprises, des coopératives maritimes, et des organisations de producteurs. En outre, 4 commissions se réunissent régulièrement pour consulter les professionnels et formaliser des propositions de réglementation ou de cohabitation au conseil du CIDPMEM 64-40 : « bande côtière », « hauturière », « formation », « estuarienne ».

Il mène des missions autour de 4 axes stratégiques :

- représenter et défendre les intérêts de la profession maritime ;
- informer et conseiller les professionnels ;
- promouvoir les métiers et les produits de la pêche professionnelle ;
- favoriser une gestion cohérente et intégrée de la pêche professionnelle. À ce titre, il contribue à la gestion de certains droits de pêche, formule des avis et fait des propositions sur les questions le concernant au comité régional et, le cas échéant, au comité national. En retour, il fait appliquer au niveau local les délibérations rendues obligatoires du comité national ou régional.

Le CIDPMEM 64-40 est également impliqué dans des actions de développement, en particulier dans le Développement local mené par les acteurs locaux (DLAL), programme du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) pour le développement durable des zones littorales. Le Groupe d'action locale pêche aquaculture (GALPA) Côte Basque-Sud Landes, porté par le CIDPMEM 64-40, est engagé dans ce projet de territoire.



Le CIDPMEM 64-40 est impliqué, de longue date, dans la gestion des pêcheries, dans l'objectif d'assurer une pêche durable. Par exemple, dans la limitation de l'effort de pêche par la mise en place de contingents de licences (par exemple pour les estuaires), la réglementation des activités pour protéger les milieux et les ressources exploités, la préservation des milieux et ressources exploités, et l'acquisition de connaissance par le suivi des ressources et des pêcheries pour une pêche responsable.

Annexe 2. Relèves supplémentaires prévues dans le Plagepomi 2015-2019 prorogé

Le Plagepomi Adour-côtiers 2015-2019, prorogé jusqu'à la fin 2021, comporte un chapitre de mesures de gestion, comprenant plusieurs parties dont celle intitulée « *Encadrer l'exploitation durable des espèces* ». Dans cette partie, parmi les mesure relative à la gestion de la pêche, le bloc « *GP 03 – Mesures de régulation de la pêche, incluant les restrictions supplémentaires à l'exercice de la pêche, au regard des informations sur l'état et l'évolution des populations* », comprend des « *mesures spécifiques à la pêche professionnelle en eau salée et en eau douce* », avec des « *modalités spécifiques à la pêche professionnelle au filet* ».

Et notamment, celle qui instaure les « relèves supplémentaires » :

L'exercice du droit de pêche au filet fait l'objet de fermetures périodiques (« relèves supplémentaires ») s'ajoutant aux dispositions déjà prévues par la réglementation nationale. Ces relèves supplémentaires s'appliquent du 2^e samedi de mars au 31 juillet, sur « l'axe à saumon » de l'Adour, c'est-à-dire la partie salée de l'estuaire (« zone maritime ») et les lots « Adour 23 » et « Gaves réunis » en eau douce. Elles sont formalisées par des arrêtés des préfets compétents en la matière.

Des relèves supplémentaires avaient déjà été instaurées dans des Plagepomi précédents. Le Plagepomi 2015-2019 prorogé avait introduit des restrictions supplémentaires, tant sur la pêche professionnelle au filet que sur la pêche à la ligne, dans l'objectif de réduire la pression halieutique sur le saumon atlantique. Ces modalités nouvelles du Plagepomi 2015-2019 prorogé étaient entrées en application à compter du 1^{er} janvier 2016.

Annexe 3. Méthode d'analyse pour l'accompagnement financier des relèves supplémentaires

Lorsque les premières relèves supplémentaires avaient été négociées, en 1999, les pêcheurs professionnels avaient souhaité qu'un accompagnement financier soit apporté à ceux d'entre eux touchés par la relève. Depuis 2006, l'esprit de cet accompagnement est de couvrir l'équivalent des charges sociales pour les jours de relève ; le Cogepomi Adour a reconnu la légitimité de cette approche.

L'étude de l'éligibilité aux mesures d'accompagnement et la répartition de celles-ci se font après analyse du dossier de chaque pêcheur¹. Cette analyse comprend deux volets : la détermination de l'éligibilité, et le calcul des accompagnements individuels des pêcheurs touchés par la relève.

Le montant annuel de l'enveloppe globale destinée à l'accompagnement de la relève est fixé à l'avance : il est, depuis 2012, fixé à dix mille euros (10.000 €) au maximum, pour l'ensemble des pêcheurs ainsi accompagnés financièrement. Ce montant est calculé à partir de l'effectif prévisionnel

¹ Les critères retenus pour cette analyse sont ceux qui ont été validés, pour les relèves depuis 2006, par une commission de suivi *ad hoc*, mise en place par l'Institution Adour et associant les deux organisations professionnelles représentant respectivement les marins pêcheurs (Comité interdépartemental des pêches maritimes et des élevages marins Pyrénées-Atlantiques Landes) et les pêcheurs professionnels en eau douce (association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce de l'Adour et des versants côtiers), les administrations gestionnaires de la pêche (directions départementales des territoires et de la mer des Landes et des Pyrénées-Atlantiques), et le secrétariat du Cogepomi Adour-côtiers (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - DREAL - d'Aquitaine).



de pêcheurs concernés, du nombre de jours de relèves supplémentaires, et de l'estimation des charges sociales individuelles (20 €/jour en moyenne).

Les pêcheurs considérés comme éligibles à un accompagnement financier de la relève sont ceux qui remplissent trois critères :

- détenir un droit de pêche au filet sur l'axe à saumon de l'Adour² ;
- avoir effectivement exercé ce droit de pêche à la période concernée par la relève (y compris les jours de pêche n'ayant conduit à aucune capture) ;
- avoir spécifiquement autorisé l'Institution Adour à accéder à leurs déclarations statistiques, éléments de base de l'analyse individuelle.

L'effectivité et le niveau d'assiduité de chaque pêche dans l'exercice de la pêche a été déterminée par l'analyse des documents de référence que constituent ses déclarations statistiques obligatoires³.

Les relèves supplémentaires étaient imposées sur une base hebdomadaire, l'analyse de l'effectivité et de l'assiduité a été menée sur ce même pas de temps.

² Licence CMEA avec timbre filet pour la zone maritime, liste des pêcheurs fournie par le Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins (CRPMEM) de Nouvelle-Aquitaine ; licence « grande pêche » en eau douce sur le lot « Adour 23 » et/ou le lot « Gaves Réunis », liste des pêcheurs fournie par la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) des Landes.

³ Pour les marins pêcheurs, les fiches de pêche transmises par leurs soins au CRPMEM Nouvelle-Aquitaine, dans le cadre de la « base pêche Aquitaine », base de données sur les activités de pêche des navires de moins de 10 mètres (dont les navires pêchant dans l'estuaire de l'Adour), sous maîtrise d'ouvrage du CRPMEM Nouvelle-Aquitaine. Pour les pêcheurs fluviaux, les fiches de pêche transmises au système du suivi national de la pêche aux engins (SNPE) pour les eaux douces.





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



CONVENTION

**Mesures d'accompagnement des pêcheurs professionnels
fluviaux pour la relève exceptionnelle des filets professionnels
sur l'axe à saumon du bassin de l'Adour en 2020**

Entre d'une part,

L'établissement public du bassin de l'Adour, Institution Adour, ci-après désigné « l'EPTB », sis 38 rue Victor Hugo à Mont-de-Marsan (40), représenté par son président, Monsieur Paul CARRÈRE, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du comité syndical en date du 8 décembre 2021,

Et d'autre part,

L'association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce de l'Adour et des versants côtiers, ci-après désignée « l'AIAPPED Adour-côtiers », ayant son siège social à la mairie de Saubusse (40180), représentée par son président, Monsieur Alain CAZAUX, dûment habilité à l'effet des présentes,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir et attribuer le montant des mesures d'accompagnement dont bénéficie l'AIAPPED Adour-côtiers au titre de la relève exceptionnelle des filets des pêcheurs professionnels en eau douce de l'estuaire de l'Adour en 2020.

Article 2. Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature et s'achèvera au 30 juin 2022.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Contexte et motivations

Le plan de gestion des poissons migrateurs (Plagepomi) du bassin de l'Adour et cours d'eau côtiers pour la période 2015-2019 a été élaboré par le comité de gestion des poissons migrateurs (Cogepomi) Adour-côtiers, et approuvé par arrêté du préfet de la région Aquitaine en date du 31 août 2015 ; il a, par la suite, été prorogé sur 2020 et 2021. Il comporte entre autres, dans le cadre de la reconstitution du stock de saumon de l'Adour, des mesures de restriction de la pêche professionnelle par des relèves supplémentaires des filets sur « l'axe à saumon » de ce bassin. Ces relèves ont été appliquées pendant la saison de pêche 2020, sur la base d'arrêtés réglementant respectivement la pêche maritime et la pêche en eau douce.

Par ailleurs, le Cogepomi Adour-côtiers avait adopté le principe de mesures financières d'accompagnement de cette relève.

Interventions des parties

L'EPTB est maître d'ouvrage d'une opération de restauration et gestion des poissons migrateurs du bassin de l'Adour, dont un des volets est la mise en œuvre de ces relèves supplémentaires et leur accompagnement financier.

L'AIAPPED ADOUR-COTIERS œuvre à la préservation et à la gestion des milieux aquatiques, des ressources piscicoles et de leur exploitation par la pêche, dans une perspective de gestion durable [voir « Annexe



1. Présentation de l'association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce de l'Adour et des versants côtiers » pour plus de détails]. Le 9 février 2018, lors d'une réunion des pêcheurs professionnels fluviaux (c'est-à-dire ceux qui, parmi les pêcheurs professionnels en eau douce, ne sont pas, par ailleurs, des marins pêcheurs) disposant de droits de pêche au filet sur « l'axe à saumon » en eau douce (soit les lots dénommés « Adour 23 » et « Gaves Réunis » du domaine public fluvial), convoquée par l'AIAPPED ADOUR-COTIERS et tenue à Saubusse (40) avec la participation d'un représentant de l'EPTB, il a été décidé que, sur une période de 5 années :

- l'accompagnement financier de ces relèves supplémentaires des pêcheurs professionnels fluviaux touchés par ces relèves serait désormais versé par l'EPTB à l'AIAPPED ADOUR-COTIERS, et non plus individuellement aux pêcheurs eux-mêmes, comme c'était le cas pour les années précédentes ;
- ce montant serait utilisé par l'AIAPPED ADOUR-COTIERS pour la contribution au financement d'opérations favorisant la restauration des poissons migrateurs du bassin de l'Adour, par exemple en restaurant l'accessibilité de leurs habitats continentaux.

Exécution et suivi des relèves

Le contrôle de l'exécution effective et individuelle de la relève des filets n'est pas du ressort de l'EPTB ni de celui de l'AIAPPED ADOUR-COTIERS, mais des services respectivement chargés de la police de la pêche maritime et de la police de la pêche en eau douce.

Analyse de l'éligibilité à l'accompagnement financier

L'éligibilité de chaque pêcheur professionnel fluvial aux mesures d'accompagnement de la relève de la saison 2020 et son activité individuelle, sont établies à partir de l'analyse, par l'EPTB, des informations consignées dans ses déclarations statistiques, dont il a explicitement accordé l'autorisation de consultation à l'EPTB, par le biais d'un formulaire spécifique (voir « Annexe 3. Méthode d'analyse pour l'accompagnement financier des relèves supplémentaires », pour plus amples détails).

Conditions de paiement

Le montant prévu à l'Article 4 « Engagement financier des parties » sera réglé en un seul versement, par mandat administratif, à la signature de la présente convention par les deux parties.

Article 4. Engagement financier des parties

Sur la base de l'analyse mentionnée au paragraphe « Analyse de l'éligibilité à l'accompagnement financier » ci-dessus, le montant de la présente convention est fixé à cinq mille euros (5.000 €).

Article 5. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties.

Article 6. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :



- l'EPTB, dans le cas où l'AIAPPED ADOUR-COTIERS n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'article 4, avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- l'AIAPPED ADOUR-COTIERS, si cette dernière ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'elle en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Pour l'Institution Adour,

Pour l'association agréée des pêcheurs
professionnels en eau douce de l'Adour et des
versants côtiers,

Le président,
Paul CARRERE

Le président,
Alain CAZAUX



Annexe 1. Présentation de l'association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce de l'Adour et des versants côtiers

Informations générales sur les associations agréées des pêcheurs professionnels en eau douce

Divers textes législatifs et réglementaires cadrant l'organisation de la pêche professionnelle en eau douce, et notamment les missions des associations agréées départementales ou interdépartementales de pêche professionnelle en eau douce (en particulier, le code de l'environnement, art. R.434-38 à R434-47). Et un arrêté ministériel fixe les statuts-types et les conditions d'agrément d'une association agréée de pêche professionnelle en eau douce ; l'arrêté en vigueur à la date de signature de la convention est l'arrêté du 30 mars 2015 (NOR DEVL1430097A).

L'article 4 dudit arrêté stipule que : « L'association a pour objet la protection, la mise en valeur et la surveillance du domaine piscicole de son ressort territorial, le développement de la pêche professionnelle ainsi que la collecte des redevances et cotisations. À cette fin elle est chargée : [...] 2) De concourir, en ce qui la concerne, à la surveillance de la pêche et de participer activement à la gestion durable des ressources piscicoles, notamment par la lutte contre le braconnage, par le contrôle de la commercialisation du poisson d'eau douce, par la contribution à la lutte contre toute altération de l'eau et des milieux aquatiques, la pollution des eaux et la destruction de zones essentielles à la vie des poissons et en œuvrant en faveur du maintien dans les cours d'eaux de débits garantissant la vie aquatique et la libre circulation des espèces piscicoles migratrices, et enfin par la participation à la sauvegarde, à la protection et à la restauration de la biodiversité ; [...] ».

L'association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce de l'Adour et des versants côtiers

L'AIAPPED Adour-côtiers a exprimé sa volonté de poursuivre les efforts collectifs dans le sens d'une bonne gestion des poissons migrateurs amphihalins, dans une optique qui vise à concilier la pérennité des espèces et la viabilité de l'activité de pêche professionnelle.

Elle rappelle qu'elle a entrepris, au long de son existence, des efforts dans les domaines pour lesquels les textes législatifs et réglementaires lui donnent compétence, et en collaboration avec les services de l'État concernés et dans les instances de gestion *ad hoc* (comité de gestion des poissons migrateurs ; commission de bassin pour la pêche professionnelle ; commissions techniques départementales de la pêche ; etc.). Par exemple, dans l'encadrement de l'accès au droit de pêche professionnelle et dans celui de l'exercice de la pêche, dans l'objectif d'une pêche professionnelle durable et supportable par les ressources qu'elle exploite.

En outre, elle souligne sa volonté de s'associer à des actions dans un domaine où elle n'a pas, elle-même, les moyens d'agir ; en particulier dans le domaine de la restauration de l'accessibilité, pour les poissons migrateurs amphihalins, aux habitats de bonne qualité indispensables à la pérennité de ces espèces.

Annexe 2. Relèves supplémentaires prévues dans le Plagepomi 2015-2019 prorogé

Le Plagepomi Adour-côtiers 2015-2019, prorogé jusqu'à la fin 2021, comporte un chapitre de mesures de gestion, comprenant plusieurs parties dont celle intitulée « Encadrer l'exploitation durable des espèces ». Dans cette partie, parmi les mesures relatives à la gestion de la pêche, le bloc « GP 03 – Mesures de régulation de la pêche, incluant les restrictions supplémentaires à l'exercice de la pêche, au regard des informations sur l'état et l'évolution des populations », comprend des « mesures spécifiques à la pêche professionnelle en eau salée et en eau douce », avec des « modalités spécifiques à la pêche professionnelle au filet ».

Et notamment, celle qui instaure les « relèves supplémentaires » :



L'exercice du droit de pêche au filet fait l'objet de fermetures périodiques (« relèves supplémentaires ») s'ajoutant aux dispositions déjà prévues par la réglementation nationale. Ces relèves supplémentaires s'appliquent du 2^e samedi de mars au 31 juillet, sur « l'axe à saumon » de l'Adour, c'est-à-dire la partie salée de l'estuaire (« zone maritime ») et les lots « Adour 23 » et « Gaves réunis » en eau douce. Elles sont formalisées par des arrêtés des préfets compétents en la matière.

Des relèves supplémentaires avaient déjà été instaurées dans des Plagepomi précédents. Le Plagepomi 2015-2019 prorogé avait introduit des restrictions supplémentaires, tant sur la pêche professionnelle au filet que sur la pêche à la ligne, dans l'objectif de réduire la pression halieutique sur le saumon atlantique. Ces modalités nouvelles du Plagepomi 2015-2019 prorogé étaient entrées en application à compter du 1^{er} janvier 2016.

Annexe 3. Méthode d'analyse pour l'accompagnement financier des relèves supplémentaires

Lorsque les premières relèves supplémentaires avaient été négociées, en 1999, les pêcheurs professionnels avaient souhaité qu'un accompagnement financier soit apporté à ceux d'entre eux touchés par la relève. Depuis 2006, l'esprit de cet accompagnement est de couvrir l'équivalent des charges sociales pour les jours de relève ; le Cogepomi Adour a reconnu la légitimité de cette approche.

L'étude de l'éligibilité aux mesures d'accompagnement et la répartition de celles-ci se font après analyse du dossier de chaque pêcheur¹. Cette analyse comprend deux volets : la détermination de l'éligibilité, et le calcul des accompagnements individuels des pêcheurs touchés par la relève.

Le montant annuel de l'enveloppe globale destinée à l'accompagnement de la relève est fixé à l'avance : il est, depuis 2012, fixé à dix mille euros (10.000 €) au maximum, pour l'ensemble des pêcheurs ainsi accompagnés financièrement. Ce montant est calculé à partir de l'effectif prévisionnel de pêcheurs concernés, du nombre de jours de relèves supplémentaires, et de l'estimation des charges sociales individuelles (20 €/jour en moyenne).

Les pêcheurs considérés comme éligibles à un accompagnement financier de la relève sont ceux qui remplissent trois critères :

- détenir un droit de pêche au filet sur l'axe à saumon de l'Adour² ;
- avoir effectivement exercé ce droit de pêche à la période concernée par la relève (y compris les jours de pêche n'ayant conduit à aucune capture) ;
- avoir spécifiquement autorisé l'Institution Adour à accéder à leurs déclarations statistiques, éléments de base de l'analyse individuelle.

L'effectivité et le niveau d'assiduité de chaque pêche dans l'exercice de la pêche a été déterminée par l'analyse des documents de référence que constituent ses déclarations statistiques obligatoires³.

¹ Les critères retenus pour cette analyse sont ceux qui ont été validés, pour les relèves depuis 2006, par une commission de suivi *ad hoc*, mise en place par l'Institution Adour et associant les deux organisations professionnelles représentant respectivement les marins pêcheurs (Comité interdépartemental des pêches maritimes et des élevages marins Pyrénées-Atlantiques Landes) et les pêcheurs professionnels en eau douce (association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce de l'Adour et des versants côtiers), les administrations gestionnaires de la pêche (directions départementales des territoires et de la mer des Landes et des Pyrénées-Atlantiques), et le secrétariat du Cogepomi Adour-côtiers (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - DREAL - d'Aquitaine).

² Licence CMEA avec timbre filet pour la zone maritime, liste des pêcheurs fournie par le Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins (CRPME) de Nouvelle-Aquitaine ; licence « grande pêche » en eau douce sur le lot « Adour 23 » et/ou le lot « Gaves Réunis », liste des pêcheurs fournie par la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) des Landes.

³ Pour les marins pêcheurs, les fiches de pêche transmises par leurs soins au CRPME Nouvelle-Aquitaine, dans le cadre de la « base pêche Aquitaine », base de données sur les activités de pêche des navires de moins de 10 mètres (dont les navires pêchant dans l'estuaire de l'Adour), sous maîtrise d'ouvrage du CRPME Nouvelle-Aquitaine. Pour les pêcheurs fluviaux, les fiches de pêche transmises au système du suivi national de la pêche aux engins (SNPE) pour les eaux douces.



Les relèves supplémentaires étaient imposées sur une base hebdomadaire, l'analyse de l'effectivité et de l'assiduité a été menée sur ce même pas de temps.

projet

